

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 184, 29 juin 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion et action sociale

• L'invisibilité sociale : une responsabilité collective. Rapport 2016.

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES). Juin 2016. 176 p. @

Depuis plusieurs années, le discours politique s'est largement saisi du thème de l'invisibilité. Pourtant ce constat interroge à l'heure de l'hypercommunication. Existerait-il des populations dont nous ne saurions rien de l'existence et de la précarité ? Pauvreté, exclusion et invisibilité se recourent-elles, se renforcent-elles ? Quels sont les processus générateurs d'invisibilité sociale ? Quels sont les apports de son analyse à l'observation sociale ?

• Rapport d'information n° 3679 de la Commission des affaires européennes portant observations sur le projet de loi « Egalité et citoyenneté ».

Sandrine Doucet.

Assemblée nationale - Commission des affaires européennes. Juin 2016. 37 p. @

Au sommaire : le service civique, un besoin partagé en Europe, quelques éléments de comparaison ; le projet de loi dans le contexte européen de la citoyenneté active ; quelques propositions dans l'axe du projet de loi égalité et citoyenneté ; travaux de la commission et liste des personnes auditionnées par les rapporteurs.

Sur ce sujet, se référer également au document suivant :

• Rapport n° 3851 au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner [...] le projet de loi « Egalité et citoyenneté ».

R. Hammadi ; P. Bies ; M-A. Chapdelaine ; V. Corre. (Rapp.).

Assemblée nationale. 17 juin 2016. 776 p. @

• Dépenses départementales d'action sociale en 2015.

S. Dary ; P. Laidebeur et al ; J-L. Sanchez (sous la dir. de). Observatoire de l'action sociale (Odas) ; juin 2016. 16 p. @

En 2015, la dépense nette d'action sociale des départements progresse de 3,1 %. C'est donc supérieur à l'inflation, alors que leurs recettes n'augmentent pas dans les mêmes proportions. Si l'État a octroyé en 2014 de nouvelles ressources financières, en 2015, celles-ci ne permettent pas de compenser la réduction de la DGF. L'effet de ciseau se poursuit donc, contraignant les départements à prendre des mesures de réduction des dépenses qui affectent l'ensemble de leurs secteurs d'intervention.

• Prestations sociales et impôts réduisent les inégalités entre territoires.

Mariette Sagot ; IAU-Ile-de-France.

Note rapide, n° 718. Mai 2016. 4 p. @

La territorialisation des questions sociales tend à oblitérer le rôle de l'État providence dans la réduction des inégalités et de la pauvreté. Par le jeu des impôts et des prestations sociales, l'État diminue de 30 % le taux de pauvreté en Île-de-France, de 40 % les inégalités entre hauts et bas revenus, et réduit les inégalités de niveaux de vie entre communes.

Culture

• Place et rôle des associations et fédérations d'éducation populaire dans les pratiques artistiques et culturelles.

Nelly Lopez.

DRDJSCS de Champagne-Ardenne. 2ème trim. 2016. 139 p. @

Cette étude a pour objectif-clé de permettre aux institutions commanditaires, DRAC et DRDJSCS, de mieux connaître les acteurs et les pratiques des associations et des fédérations d'éducation populaire, ainsi que les enjeux, les freins et les pistes de progrès possibles dans le domaine de la coopération territoriale.

Développement territorial

• Ingénierie territoriale : l'État veut (de nouveau) jouer à l'expert.

Lettre du cadre territorial. Juin 2016. 11 p.

Au sommaire : « Ingénierie territoriale : chacun se repositionne » ; « Ingénierie territoriale : que font les départements ? » ; « Quelle ingénierie territoriale sur le terrain ? » ; « À chaque territoire de construire son modèle d'ingénierie ».

Economie collaborative

• L'économie collaborative, réservoir d'innovations pour le développement durable. Synthèse du projet Pico.

D. Demailly ; V. Carbone ; A. Acquier et al. Iddri ; Université Paris-Sud ; ESCP Europe. Juin 2016. 8 p. @

L'économie collaborative apparaît aujourd'hui comme un réservoir d'innovations caractérisées par le recours aux technologies numériques et la volonté de contourner les acteurs en place. Ces innovations apportent-elles de nouvelles solutions aux enjeux de développement durable ? Les pouvoirs publics peuvent-ils en tirer profit ? Le projet PICO répond à ces questions en se concentrant sur l'économie collaborative dans le domaine des biens matériels, à l'aide d'une étude quantitative et de nombreux entretiens menés avec des porteurs de projets, des usagers et des décideurs publics.

Economie sociale et solidaire

• Guide définissant les conditions d'amélioration continue des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire. Juin 2016. 59 p. @

Le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS), sous la présidence de Martine Pinville, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale et solidaire, a adopté, le 14 juin dernier, le guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Ce document a vocation à aider les entreprises de l'ESS dans leur démarche d'amélioration continue.

[Livret 1](#) [Livret 2](#)

Rapport annuel sur l'état de la France en 2016 : Croire toujours en la France

P-A. Gailly ; B. Donnelly.

Cese. Juin 2016. 122 p



Le rapport @
La note de synthèse @

Education - enseignement

• **Parcours d'excellence - Faire face avec ambition et méthode à un enjeu de société.**

Pierre Mathiot.

Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Juin 2016. 55 p. @

Pierre Mathiot a été chargé par la ministre de l'Education nationale, d'une mission portant sur le déploiement des « *Parcours d'excellence* », dans le prolongement du dispositif des « *Cordées de la réussite* » initié en 2008. Privilégiant l'approche d'une excellence "au niveau de l'élève" qui valorise des parcours et des projets divers, la mission préconise de poursuivre quatre objectifs : accompagner plus de jeunes et plus d'établissements du secondaire ; viser un public plus diversifié dans ses dispositions scolaires et dans ses aspirations académiques et professionnelles ; inscrire la démarche dans la durée en mettant sur pied un continuum d'accompagnement ; renforcer les partenariats locaux pour qu'ils associent plus systématiquement les collèges et les lycées, les établissements du supérieur et les associations spécialisées à des titres divers dans l'intervention en milieu scolaire.

• **Territoires, offre de formation et expérience du décrochage scolaire : une étude de cas.**

L. Bell ; P-Y. Bernard.

Espaces et sociétés, n° 166, 3e trim. 2016. pp. 95 à 111.

À partir d'une enquête quantitative dans le département de Loire-Atlantique, les auteurs ont mis en évidence des différences significatives de motifs de décrochage scolaire selon l'offre de formation initiale en enseignement secondaire de second cycle. En distinguant trois types de territoires en fonction de leurs offres de formation, ce travail révèle que, paradoxalement, ce sont les territoires périurbains qui favorisent le cumul de motifs de décrochage.

Egalité - Inégalité

• **Les revenus et le patrimoine des ménages (éd. 2016).**

A. Boiron, J. Labarthe ; M. Huwer (coord.).

Insee. Juin 2016. 176 p. coll. *Références*. @

L'Insee présente dans ce document les principaux indicateurs et des analyses sur les inégalités monétaires, la pauvreté et le patrimoine des ménages. Focus notamment sur les disparités de revenus et ségrégations dans les grands pôles urbains, évolution des inégalités de niveau de vie entre 1970 et 2013, la mobilité des niveaux de vie en France.

Finances publiques

• **La situation et les perspectives des finances publiques.**

Cour des Comptes ; 29 juin 2016. 214 p. @

La Cour des comptes a rendu public, le 29 juin, son rapport annuel sur la situation et les perspectives des finances publiques. En 2015, le déficit public s'est réduit de 0,4 point de PIB mais il reste élevé, à 3,6 % du PIB et la situation des finances publiques en France est plus dégradée que celle de nombreux pays européens. Pour 2016, la prévision de déficit public (3,3 %) est atteignable, en dépit de fortes tensions sur les dépenses de l'État.

Habitat - Logement

• **Avis CNCDH « Logement : un droit pour tous ? ». Permettre un accès effectif et non discriminatoire au logement.**

Commission nationale consultative des droits de l'Homme.

16 juin 2016. 41 p. @

La Commission nationale consultative des droits de l'homme s'est saisie de la question de l'accès au logement en France et dresse un constat sans appel du manque d'effectivité du droit au logement. La CNCDH appelle à une mobilisation globale pour le logement, préalable à l'exercice de nombreux droits économiques et sociaux.

Jeunesse

• **Les principales ressources des 18-24 ans. Premiers résultats de l'enquête nationale sur les ressources des jeunes.**

L. Castell, M. Portela ; R. Rivalin.

Insee Première, n° 1603. Juin 2016. 4 p. @

Les aides des parents représentent un apport essentiel pour les 18-24 ans. Fin 2014, sept jeunes adultes sur dix bénéficient ainsi d'un soutien financier régulier, et ce soutien concerne neuf jeunes en cours d'études sur dix. Par ailleurs, l'aide parentale vient le plus souvent compléter les aides publiques, dont les allocations logement sont le levier principal.

• **Jeunes Européens non insérés : de la prise en compte des NEET à la « garantie jeunesse ».**

Joaquim Timoteo ; Injep.

Fiches repères, n°35 ; mai 2016. 4 p. @

Pour rendre compte de manière plus fine de l'insertion des jeunes sur le marché du travail, la Commission européenne a entrepris, depuis 2010, de mesurer la part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation : les NEET (« *Neither in Employment, Education or Training* »). Si cet indicateur permet de constater l'hétérogénéité des jeunes concernés, selon le sexe et l'âge, il reflète également la diversité des situations de la jeunesse et des politiques qui leur sont dédiées dans les différents pays de l'Union européenne.

Métropoles

• **La construction métropolitaine : l'affaire de ses habitants ? Synthèse des 26e Rencontres de l'Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise.**

Marie-Christine Jaillet.

Adeus. Juin 2016. 16 p. @

Les chercheurs mettent la métropolisation au rang des phénomènes majeurs de ces cinquante dernières années, comme un pendant local du phénomène de mondialisation. Quelles évolutions majeures pour les habitants, acteurs de l'action publique ou privée ? Deux cycles de conférences nous aident dans ce défrichage, le premier sous l'angle des mobilités et le second sous l'angle des modes de vie.

Numérique

• **Livre blanc « Le numérique et la ville ».**

Advancity ; Cap-digital, Systematic Paris-Region.

Juin 2016. 36 p.

Ce *livre blanc* explore les enjeux liés au numérique dans la ville, partage les retours d'expérience et soumettent aux élus, acteurs industriels, chercheurs et investisseurs, six recommandations opérationnelles pour relever les principaux défis de la ville numérique en termes d'aménagement, de supervision et de partage des données issues à la fois des infrastructures et des citoyens.

Planification

• **SCoT et territoires. Quels acquis ? Quelles perspectives ?**

Pacte ; A. FAURE ; Acadie ; M. Vanier et al.

Mai 2016. 99 p. @

Ce rapport de recherche-action présente les résultats d'un travail réalisé à la demande de la Fédération nationale des SCoT entre mai 2015 et mai 2016. Son objet n'est pas d'évaluer les SCoT en tant que documents de planification territoriale, mais de mieux comprendre le rôle qu'ils jouent dans les territoires, à la fois au plan de la fabrique des cadres de l'action publique, au plan de l'énonciation des politiques publiques locales, et au plan de la vie politique et citoyenne.

Prévention - Sécurité

• Méthodes et outils pour une approche stratégique de la sécurité urbaine.

Forum européen pour la sécurité urbaine. Juin 2016. 98 p. @

L'ambition de ce guide est d'encourager et d'aider les décideurs politiques et techniciens locaux européens à développer et réviser régulièrement leurs politiques de sécurité en prenant appui sur des données fiables collectées sur le terrain. Cette publication a été réalisée à partir des travaux menés entre 2013 et 2016 dans le cadre du projet européen intitulé « *Outils méthodologiques pour la définition de politiques locales de sécurité en Europe* ».

• Rapport d'activités de la mission de veille et d'information de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Mission nationale de veille et d'information - PJJ.
Juin 2016. 41 p.

Au sommaire : les missions des référents laïcité et citoyenneté (lutte contre la radicalisation, actions, sensibilisation des professionnels) ; recensement national des situations de mineurs radicalisés ; travail avec les juridictions ; action interministérielle et partenariat ; action internationale ; recherche ; inspections "laïcité (IGSJ-IGA-IGAS) et inspection relative à l'évaluation du dispositif territorial de prévention des radicalisations religieuses (IGA-IGSJ-IGAENR).

Territoires

• Analyser les territoires : un enjeu démocratique.

David Goeur ; Phillipe Sierra.

Diploweb - Revue géopolitique. Juin 2016. 8 p. @

Extrait de la problématique des auteurs : « Les pouvoirs publics ont capté la notion de territoire en mettant en avant leur capacité à organiser ce dernier. Par conséquent, il n'est pas rare d'observer une confusion entre Etat et territoire. Or, les pouvoirs publics ne sont qu'un acteur parmi d'autres. Ainsi, ils sont les seuls à même de pouvoir se saisir des questions d'égalité et d'équité à l'échelle d'un vaste territoire. Mais ils doivent alors s'interroger sur les stratégies les plus optimales : privilégier la concentration de l'investissement dans des pôles et espérer un ruissellement sur les espaces alentour ou favoriser la construction d'une unité territoriale en investissant dans les infrastructures économiques et sociales dans tout le pays ? ».

Tourisme

• Le tourisme et l'aménagement du territoire.

Philippe Violier.

Cahiers français, n° 393. Juillet - Août 2016. pp. 47-51.

Dans les années 1960 et 1970, le Gouvernement a mis en oeuvre une politique volontariste d'aménagement du territoire en matière touristique dont la côte languedocienne constitue l'exemple le plus réussi. Cette approche centralisatrice a dû, à partir des années 1980, composer avec le développement de la décentralisation tandis que les crédits de l'Union européenne aidaient eux aussi à la mise en valeur des territoires. L'auteur souligne que la politique à l'égard du tourisme est demeurée de la responsabilité des différentes collectivités au risque, parfois, d'un certain manque de vision générale. Il explique également quelles sont les nouvelles orientations arrêtées par le ministère des Affaires étrangères et du développement international pour accroître l'attractivité de l'Hexagone.

Urbain

• Le crowdsourcing urbain pour transformer la fabrique de la ville ?

T. De Feraudy ; M. Saujot.

Issue brief, n° 6. Juin 2016. 4 p. @

Cette publication, produite dans le cadre d'un projet de recherche du *Club Ville* de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), propose une analyse des outils numériques de *crowdsourcing* urbain. Objets de nombreuses expérimentations menées par des collectivités, des opérateurs urbains ou des

collectifs citoyens, ces outils utilisent le numérique pour collecter et organiser de nouvelles données sur la ville.

Actualité législative et parlementaire

• Loi n° 2016-832 du 24 juin 2016, visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale. @

• Loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue. @

• Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières. @

• Décret n° 2016-830 du 22 juin 2016 portant création des comités opérationnels de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. @

• Décret n° 2016-807 du 16 juin 2016 relatif aux conditions de prises de participation au capital de sociétés commerciales par les régions. @

• Décret n° 2016-824 du 21 juin 2016, relatif aux missions des centres communaux et intercommunaux d'action sociale. @

Focus Territoires

Auvergne Rhône-Alpes

• Une structure sociale variée en Auvergne-Rhône-Alpes.

Simon Desgouttes, Philippe Bertrand.

Insee flash, n°5. Juin 2016. 2 p. @

Grand Est

• Eclairage sur la réforme territoriale [impact de la réforme pour les territoires lorrains].

ADUAN. *Les Cahiers de l'Aduan*, n° 29. Mai 2016. 17 p. @

Hauts-de-France

• Atlas transfrontalier 2016 (3^e éd.)

DREAL Nord-Pas-de-Calais et Picardie. 06/2016. 104 p. @

• Intelligence territoriale et développement des régions. L'exemple des Hauts-de-France.

P. Rapeneau ; Y. Pitollet et al.

Préventique, n° 146. Mai 2016. 20 p.

Île-de-France

• Chiffres-clés de la région Île-de-France.

IAU-IDF. Juin 2016. 33 p. @

• Quartiers et effets de quartier. Analyse de la variabilité de la taille des quartiers perçus dans l'agglomération parisienne.

J. Vallée ; G. Le Roux ; P. Chauvin.

Hal.archives-ouvertes.fr. 27 mai 2016. 16 p. @

Normandie

• Bilan de l'année touristique : La Normandie reste très attractive en 2015.

Insee analyses, n° 8. Juin 2016. 4 p. @

Nouvelle Aquitaine

• À la recherche de la qualité de vie en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes.

G. Moreau, A. Pagès.

Insee analyses, n° 26. Juin 2016. 4 p. @

Pays de la Loire

• Loire-Atlantique : des motifs de déménagement différents selon les territoires et les distances.

P. Chaillot, A. Clause ; C. Chauveau ; O. Chupin.

Insee analyses, n° 34. Juin 2016. 4 p. @

Outre-mer

• Créations d'entreprises dans les territoires Antilles-Guyane au 1er trimestre 2016.

E. Charles-Euphrosine ; R. Charrier.

Insee Flash, n° 42. Juin 2016. 2 p.

Guadeloupe @ Martinique @ Guyane @

• Une sécurisation du lien à la terre respectueuse des identités foncières : 30 propositions au service du développement des territoires. Rapport (Sénat) n° 721.

T-M. Soilihi ; M. Darnaud ; R. Laufoaulu.

Délégation sénatoriale à l'Outre-Mer. Juin 2016. 217 p. @